

SYNTHESE DE L'ETUDE

Avril 2023

ACHATS RESPONSABLES : Quels leviers d'action syndicale ?

Collaboration de recherche n° 2019/2, réalisée dans le cadre de l'Agence d'objectifs de l'Institut de recherches économiques et sociales

Synthèse du rapport

Devant l'importance croissante de la mondialisation et la complexification des chaînes d'approvisionnement, qui induisent des risques pour les droits des salariés des sous-traitants et fournisseurs et pour l'environnement, les achats responsables peuvent se présenter comme un levier de la « revitalisation » des syndicats, leur permettant de créer de nouvelles actions de soutien des travailleurs.

Bien que les organisations syndicales françaises prennent déjà en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance dans leurs propres pratiques d'achats internes, des progrès restent à faire pour qu'elles puissent se mobiliser et agir en faveur des achats responsables au-delà du contexte local.

Cette étude ambitionne de devenir un document de référence sur les achats responsables à destination des représentants syndicaux : elle présente la richesse de l'écosystème des achats responsables, expose les actions individuelles et collectives d'achats responsables menées par différentes parties prenantes, et met à la disposition

des représentants syndicaux des outils pour agir en faveur des achats responsables. Commandée par la CFDT dans le cadre de l'Agence d'objectifs de l'IREES, elle tire les enseignements d'une enquête qualitative menée entre avril 2020 et mars 2021 auprès de responsables des achats et RSE d'entreprises du secteur privé, d'élus et/ou de représentants de la CFDT, et d'acteurs institutionnels.

Le dispositif d'étude

Selon la nature de la population concernée (entreprises, organisations professionnelles et partenaires sociaux), les entretiens menés dans le cadre de cette étude ont été conduits dans l'objectif de :

- Recueillir les connaissances et les attentes sur les achats responsables
- Relever le niveau de perception des enjeux liés à ce sujet
- Donner les éléments de langage permettant aux parties prenantes concernées de pouvoir dialoguer

convenablement autour de ces enjeux

- Identifier les pratiques liées aux achats responsables, les analyser et en tirer les facteurs générateurs de contraintes ou d'opportunités
- Repérer les actions qui devraient être conduites pour transformer les achats responsables en levier d'opportunités

12 entretiens ont été menés, auprès de donneurs d'ordre privés, d'organisations professionnelles et d'organisations syndicales. Par ailleurs, pour alimenter la réflexion sur la thématique des achats responsables, des ateliers ont été organisés avec des militants de la CFDT et des administrateurs salariés, à la fois pour leur donner des éléments de langage en vue de dialoguer autour des enjeux des achats responsables, mais aussi pour formuler des propositions autour de ces enjeux.

Les entretiens permettent de dresser un état des lieux du niveau d'appropriation des enjeux des achats responsables par les différents acteurs. Elle souligne le fort différentiel de maturité existant entre les grands donneurs d'ordre et les ETI-PME. Elle révèle également de fortes attentes des organisations syndicales en matière d'achats responsables.

Le contenu de l'étude

L'étude est composée de quatre chapitres. Le premier chapitre introduit, définit et présente les concepts essentiels nécessaires à la compréhension des achats responsables. Il s'attarde sur les notions clés telles que celles d'« achats », d'« impacts », de « parties prenantes » et de « cycle de vie ». En outre, il présente le cadre réglementaire et les référentiels incontournables des achats responsables, à l'échelle nationale et internationale. Ce chapitre introductif présente des données chiffrées pour souligner le poids des achats

dans l'économie et mettre en avant que les achats responsables peuvent être un réel levier de transformation de l'économie des conditions de travail, et de rémunération des salariés des fournisseurs et sous-traitants, à la même hauteur que l'existence d'une convention collective, d'un comité d'entreprise et/ou d'un syndicat.

Le second chapitre s'intéresse à la réalité des achats responsables dans les entreprises et organisations. Il présente une synthèse des pratiques d'achats responsables et dresse le bilan de la motivation et de la maturité des donneurs d'ordre à partir de l'enquête menée dans le cadre de l'étude. Cette dernière fait ressortir une maturité proportionnelle à la taille de l'entreprise. Ce chapitre présente également les actions des organisations professionnelles, des ONG et des investisseurs, qui peuvent appuyer les entreprises et les organisations syndicales dans leurs démarches d'achats responsables afin de dépasser le stade de la simple mise en conformité avec les exigences légales.

Le troisième chapitre dresse un état des lieux de l'appréhension des achats responsables par les organisations syndicales en s'appuyant sur les entretiens menés dans le cadre de l'étude et sur des ateliers organisés avec des militants et des administrateurs. Bien que le sujet des achats responsables demeure relativement nouveau pour les organisations syndicales, certaines d'entre elles ont d'ores et déjà contribué à l'établissement et l'amélioration de démarches d'achats responsables. Les résultats de l'enquête font toutefois ressortir que des progrès restent à faire en matière d'achats responsables. Si ce sujet est correctement appréhendé par les syndicats, il n'est pas encore au cœur des préoccupations et reste peu abordé dans le cadre du dialogue social. L'enquête fait également ressortir une réelle volonté de la part des responsables syndicaux de s'impliquer davantage sur le sujet, malgré un cadre d'action encore peu formalisé.

Le dernier chapitre présente des pistes d'actions pour faire des achats responsables un puissant levier d'action syndicale. Au-delà de fournir des orientations stratégiques structurées, il détaille les actions de dialogue social (via le CSE) et d'interventions en conseil (via les administrateurs salariés) qui permettraient aux syndicats de soutenir les travailleurs dans le cadre d'une démarche de co-construction avec les entreprises donneuses d'ordre et fournisseurs / sous-traitants. Il précise également les conditions qui sont nécessaires aux représentants des salariés pour mener à bien leurs actions (accès à l'information, échanges avec les directions, exemplarité, formulation de propositions, négociation).

Un constat : une forte volonté des représentants des salariés de s'impliquer sur les achats responsables

Se posant comme un sujet par nature syndical, les achats responsables ont fait l'objet d'un certain nombre de réalisations de la part des acteurs syndicaux, comme la prise de position de la CFDT sur la sous-traitance responsable, la réalisation de guides sur le devoir de vigilance, l'organisation d'un dialogue multi parties prenantes autour de la déforestation résultant de la production d'huile de palme, l'insertion de critères RSE dans les procédures d'achats publics, ou encore, la négociation d'accords-cadres internationaux.

Toutefois, en pratique, les organisations syndicales n'apparaissent pas si avancées que cela en matière d'achats responsables, ceux-ci ne figurant ni dans leurs priorités stratégiques ni dans le cadre opérationnel du dialogue social. L'enquête réalisée dans le cadre de l'étude souligne que des progrès restent à faire en la matière, les représentants syndicaux appréhendant les achats responsables essentiellement dans un périmètre local (au sein de l'entreprise),

sans pour autant étendre leurs actions au niveau du cadre du dialogue social.

Faute de temps, de moyens et de cadre stratégique prédéfini, les achats responsables demeurent difficiles à appréhender par les représentants syndicaux, et ce malgré une réelle volonté d'en devenir des acteurs et de passer du statut de « consultés » à celui d'« écoutés ».

S'affirmer comme partie constituante des achats responsables

Le dialogue social au sein des IRP et l'intervention des administrateurs salariés dans les instances de gouvernance des entreprises sont deux leviers qui peuvent être activés pour faire des achats responsables un instrument efficace de soutien des travailleurs, en co-construction avec les entreprises donneuses d'ordre ou fournisseurs, aux échelles locales, nationales ou internationales.

Sous la condition de pouvoir accéder aux informations pertinentes, de donner l'exemple, et d'être impliqués dans les processus d'information consultation, les responsables syndicaux sont en mesure d'influencer la stratégie d'achats responsables des entreprises. Ils peuvent donner un avis sur les orientations stratégiques, repérer leurs conséquences opérationnelles, alerter sur les risques potentiels associés, proposer des compléments, faire des contre-propositions.

Ainsi, les organisations syndicales peuvent s'affirmer comme une partie constituante des achats responsables, notamment à travers la négociation d'accords collectifs interentreprises, l'engagement actionnarial ou la mobilisation de parties prenantes variées (représentants salariés des fournisseurs, ONG, organisations professionnelles...).